

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

S/C/W/81

9 décembre 1998

(98-4987)

Conseil du commerce des services

Original: anglais

COMMUNICATION DES ÉTATS-UNIS

Services informatiques et services connexes

La communication ci-après, que le Secrétariat a reçue de la délégation des États-Unis, a été distribuée à titre informel, le 22 juillet 1998, aux membres du Conseil du commerce des services pour faciliter le débat sur les services informatiques et connexes dans le contexte du programme d'échange de renseignements.

I. PERSPECTIVES DE CROISSANCE ET AVANTAGES DE LA LIBÉRALISATION

1. La libéralisation du commerce dans les sous-secteurs des services informatiques et des services connexes accroît le nombre des sociétés en concurrence sur le marché, élargit la gamme des services informatiques disponibles et aide à en abaisser le coût pour les entreprises et pour le grand public. Une nouvelle ouverture dans ce secteur devrait soutenir la croissance des secteurs de l'informatique et des télécommunications dans les pays Membres de l'OMC. Sur un plan plus général, vu le rôle important que jouent des services informatiques comme l'élaboration de logiciels, la création de bases de données et le traitement de données en étayant et stimulant l'activité des entreprises, une nouvelle libéralisation des services informatiques et connexes devrait en outre, au niveau national, permettre de développer les marchés d'exportation existants et de trouver de nouveaux débouchés extérieurs pour d'autres types de produits et de services. Cette tendance va probablement se poursuivre du fait que les progrès technologiques enregistrés dans le secteur des télécommunications, et notamment l'essor d'Internet et du commerce électronique, vont dans le sens d'une augmentation du commerce transfrontières de services informatiques et connexes.

2. Cette expansion n'est pas circonscrite aux pays d'Europe et d'Amérique du Nord. Le Secrétariat de l'OMC a noté que la base de clientèle et les nouvelles perspectives du secteur des technologies de l'information sont mondiales. Le Secrétariat souligne qu'en 1995 les marchés de pays comme la République de Corée, le Brésil et la Chine étaient d'une taille comparable ou supérieure à celle de certains marchés européens et qu'en moyenne la croissance des marchés dans les pays non membres de l'OCDE est près de deux fois plus forte que dans les pays membres. Dans la même note, le Secrétariat relève en outre que le secteur des technologies de l'information est un grand créateur d'emplois, qualifiés et bien rémunérés en particulier, y compris sur les marchés émergents.

3. Selon les statistiques commerciales officielles des États-Unis, les ventes transfrontières de services informatiques et de services de traitement de données sont passées de 1 milliard de dollars en 1990 à 3,1 milliards en 1996. Dans le même temps, les importations de services informatiques étaient portées de 44 à 334 millions de dollars. Sur cette période, par conséquent, les exportations de services informatiques et de services de traitement de données ont progressé de 210 pour cent et les importations, de 660 pour cent. En 1995, d'après les chiffres de la Commission du commerce international des États-Unis, les ventes américaines de ces services effectuées par l'intermédiaire de

filiales implantées à l'étranger se sont montées au total à 22,7 milliards de dollars. Les achats par l'intermédiaire des filiales implantées aux États-Unis de sociétés étrangères ont augmenté de 11 pour cent, pour atteindre 3,5 milliards de dollars.

II. SUJETS ENVISAGEABLES POUR LA SUITE DES DISCUSSIONS ET DES TRAVAUX

4. Bien qu'un grand nombre de Membres de l'OMC aient pris des engagements importants en matière d'accès aux marchés dans ce secteur, il est nécessaire de poursuivre les travaux.

- a) Il faudrait examiner plus avant le champ couvert par les services informatiques et les services connexes dans le document W/120 et en discuter pour voir s'il est nécessaire d'y apporter des modifications, et lesquelles, afin qu'il corresponde à la nature actuelle de l'activité des entreprises dans ce secteur, sans pour autant ôter de sa valeur à aucun des engagements déjà pris par les Membres de l'OMC.
- b) Les Membres de l'OMC qui ne l'ont pas fait devraient envisager de prendre des engagements pour les services informatiques et connexes; quelles préoccupations les ont empêchés de le faire?
- c) Tous les Membres de l'OMC devraient s'efforcer d'assurer le maximum de transparence dans ce secteur. Les Membres de l'OMC ont en majorité jugé inutile d'imposer des réglementations dans ce secteur; il faudrait persévérer dans cette démarche dans toute la mesure possible eu égard aux autres exigences de l'action gouvernementale.
- d) Le Secrétariat note que les restrictions les plus courantes à l'accès aux marchés dans les services informatiques et connexes sont celles qui visent la présence commerciale, et plus précisément le type d'entité juridique autorisé à assurer la présence commerciale des fournisseurs de services et le niveau de la participation de capital étranger. Pourquoi les pays qui en appliquent estiment-ils que ces restrictions sont nécessaires?
- e) Étant donné l'importance croissante du commerce transfrontières pour la fourniture des services informatiques et connexes, les Membres de l'OMC devraient s'efforcer de conserver des régimes libéraux pour ce mode de fourniture.

III. RÉGIME DES ÉTATS-UNIS

5. Conscients des avantages que des marchés ouverts des services informatiques et connexes présentent pour la croissance économique, les États-Unis ont pris des engagements substantiels dans ce sous-secteur durant le Cycle d'Uruguay. Leurs engagements couvrent la totalité des services informatiques et connexes, à l'exception des systèmes informatisés de réservation pour le transport aérien. Les États-Unis se sont engagés à ouvrir complètement leurs marchés ("néant"), du double point de vue de l'accès aux marchés et du traitement national, sauf dans le cas du mode 4 d'accès aux marchés, où l'engagement est "non consolidé, sauf comme indiqué dans la partie horizontale".

6. Les activités des sociétés de services informatiques échappent dans une large mesure aux réglementations fédérales comme à celles des États. De plus, la déréglementation du secteur des télécommunications a soutenu l'essor des services informatiques et connexes fournis par des moyens électroniques.

IV. REMARQUES SUR LA NOTE DU SECRÉTARIAT/QUESTIONS À DISCUTER

7. Nous avons étudié les remarques formulées par le Secrétariat aux paragraphes 7 à 9 de sa note à propos de la classification des services informatiques et services connexes, et notamment la conclusion que les logiciels d'ordinateur, ne sont semble-t-il, pas couverts par la position CPC 842 - Services de réalisation de logiciels. Tout en convenant que la formulation (y compris la ponctuation) de la position CPC 842 prête à confusion, nous considérons comme hors de doute qu'elle recouvre la création et la fourniture de logiciels et que les engagements pris par les Membres de l'OMC dans ce secteur correspondent à cette interprétation.
